la cgt JUSTICE PJJ VOUS ÉCRIT

NOVEMBRE 2025

Le 25 Novembre 2025,

Halte aux violences faites aux femmes !

À LA PJJ AUSSI, ON SE MOBILISE ! L'URGENCE C'EST D'AGIR !

En 2024, 107 femmes ont été victimes de féminicides au sein du couple, contre 96 en 2023, selon la lettre annuelle de la Mission interministérielle pour la protection des femmes publiée le 20 novembre 2025. Cette hausse s'inscrit dans un contexte mondial où 1 femme sur 3 subit des violences physiques, sexistes ou sexuelles. Selon le collectif NousToutes, 142 féminicides ont déjà été recensés entre le 1er janvier et le 17 novembre 2025, ce qui laisse présager un bilan final de l'année particulièrement alarmant.

À la Protection judiciaire de la jeunesse, ces violences existent aussi. Les collègues sont confrontées à des remarques sexistes, des comportements inadaptés, du harcèlement ou des agressions. Le continuum des violences traverse nos établissements et expose de nombreuses femmes à des remarques inappropriées, des attitudes sexistes, du chantage ou des agressions sexuelles.

Plus de 20 % des agents interrogés en 2024 déclarent avoir été victimes ou témoins de comportements sexistes ou de harcèlement sexuel. Par ailleurs, 25 % des sanctions disciplinaires dans la filière socio-éducative concernent des faits de violences sexistes et sexuelles, un chiffre en constante augmentation. Ces violences aggravent la pénibilité du travail, accentuent le stress, augmentent les arrêts maladie et favorisent le turn-over. Elles structurent encore trop souvent les relations sociales au travail, alors qu'elles ne sont en rien une fatalité.

La circulaire du 9 mars 2018 impose à chaque employeur public de mettre en œuvre un plan d'action comprenant la formation, la prévention, l'accompagnement des victimes et la sanction des auteurs. Il aura pourtant fallu 7 ans pour que le ministère de la Justice commence à appliquer réellement ces obligations. Les formations PTF se déploient lentement, restent peu visibles et trop rarement proposées.

CGT PJJ - Case 500 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cédex
06.33.33.02.50 national@cgtpjj.fr www.cgtpjj.org

La CGT PJJ accompagne chaque année de nombreuses victimes.

Nous constatons un manque de protection, une écoute insuffisante, un défaut de suivi et une sous-déclaration massive, faute de dispositifs accessibles, confidentiels et sécurisés.

Alors que la fonction publique devrait être exemplaire, une culture patriarcale persiste dans nos établissements et engage directement notre responsabilité éducative auprès des jeunes.

La PJJ doit aller plus loin en matière de prévention, de formation, de protection et de transformation des pratiques professionnelles. Elle doit aussi prévoir une sensibilisation et une formation spécifique pour mieux accompagner les mineurs pris en charge sur ces sujets.

Parce que le silence entretient l'impunité, parce que trop de femmes subissent encore en silence, parce que nos services publics doivent être exemplaires, nous refusons toute banalisation de ces violences à la PJJ.
Nous voulons la fin de l'impunité, une loi réellement intégrale contre les violences sexuelles et un service public éducatif féministe et émancipateur. La lutte contre les violences sexistes et sexuelles ne peut se limiter à des déclarations d'intention.

Nous exigeons la diffusions du plan de prévention des VSS dans chaque direction afin qu'il soit connu de tous, une formation obligatoire pour l'ensemble des personnels, des dispositifs de signalement accessibles, un accompagnement renforcé des victimes jusqu'à guérison complète, une reconnaissance automatique de l'accident de service, des sanctions cohérentes pour les auteurs et la garantie des droits des victimes.

Parce que le silence nourrit l'impunité, parce que nos services publics doivent être exemplaires et parce que trop de femmes subissent encore des violences dans l'indifférence, nous refusons toute banalisation et tout renoncement.

Nous voulons une PJJ qui protège réellement, qui agit, qui forme et qui se tient aux côtés des victimes.

Pour faire reculer les violences et défendre un service public éducatif féministe et émancipateur,

le 25 Novembre 2025, Mobilisons-nous !